

PRENUMERATA
w Paryżu i na prowincji :
KWARTALNIE..... 12 fr.
PÓŁROCZNIK..... 21 fr.
ROZNIEM..... 46 fr.
NUMER WTIORKOWY..... 40 c.
NUMER CZWARTKOWY..... 40 c.
NUMER SOBOTNII..... 50 c.

Zagranicą :
ROZNIEM..... 60 fr.

TELEFON :
TRUDAINE 61-42

POLONIA

JOURNAL FRANCO-POLONAIS, POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE

Wychodzi we wtorki i czwartki (po polsku)
i w soboty (po francusku i po polsku)

Paraissant chaque mardi et jeudi (en polonais)
et chaque samedi (en français et en polonais)

ABONNEMENTS
Paris et Départements :
TROIS MOIS..... 12 fr.
SIX MOIS..... 21 fr.
UN AN..... 46 fr.
NUMÉRO DE MARDI..... 40 c.
NUMÉRO DE JEUDI..... 40 c.
NUMÉRO DE SAMEDI..... 50 c.

Étranger :
UN AN..... 60 fr.

TÉLÉPHONE :
TRUDAINE 61-42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3^{bis}, rue La Bruyère, 3^{bis} — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

Les recettes de la Ruhr supérieures aux dépenses

Notre excellent confrère, la « République Française », a publié cette semaine un article vraiment remarquable au sujet de la Ruhr. C'est un hommage public rendu à la politique de M. Poincaré et c'est avec le plus vif plaisir que nous reproduisons *in extenso* les très justes considérations du journal de M. Grosclaude.

M. Poincaré a prononcé, au Sénat, un très beau, on pourrait dire un décisif discours. Il a, une fois de plus, fixé les lignes de cette politique française qu'il conduit avec autant de prudence que de fermeté.

Le Sénat l'a écouté avec la plus sympathique, la plus respectueuse attention. On a dit beaucoup ces temps derniers et peut-être légèrement, que le Sénat était hostile au président du Conseil et que les intrigues dangereuses pour le ministère se nouaient dans les majestueux salons du Luxembourg. Il n'y a guère paru hier. Les adversaires de la politique de M. Poincaré — s'il y en a dans la Haute Assemblée — n'ont pas saisi la magnifique occasion offerte de porter leurs critiques à la tribune. M. François Albert, qui a de l'esprit et collabore à l'« Œuvre », à l'« Ere Nouvelle », journaux dans lesquels on est féroce pour le chef du gouvernement, n'a interpellé que le pape. Et finalement les crédits de la Ruhr ont été votés à l'unanimité de 298 votants.

Ce vote sera compris à l'extérieur et à l'intérieur du pays ; il vaut pour l'Allemagne d'une part et pour l'opposition d'autre part. Les sénateurs qui ont approuvé avec enthousiasme l'action du ministère dans la Ruhr ne pourraient songer à compromettre ou à entraver cette action en renversant ce même ministère sur une question électorale.

Comme l'a très heureusement fait remarquer M. Henry Bérenger, rapporteur général de la commission des finances, les deux Chambres se sont solidarisées avec M. Poincaré le jour où il a donné l'ordre d'occuper la Ruhr.

Cette opération, qui ne peut être que de longue haleine, a déjà donné des résultats inespérés. D'intéressantes précisions jusqu'ici réservées aux commissions des finances et des affaires étrangères, ont été apportées à la tribune. Elles sont de nature à encourager tous les espoirs.

Les adversaires du cabinet ont-ils assez dit et répété qu'il fallait avant tout examiner le côté financier de l'affaire. Or, ce côté est très rassurant, des dépenses ont été engagées dans les règles ; l'emploi de tous les crédits a été complètement justifié ; un remarquable esprit d'économie a régné dans les services de préparation et d'exécution. Les crédits demandés sont de 307 millions, mais les dépenses réellement effectuées ne s'élèvent qu'à 150 millions, si bien que le gouvernement va disposer, pour les mois à venir, de sommes importantes. Dès maintenant les recettes de la Ruhr sont supérieures aux dépenses. Et ces dépenses, tout comme les recettes, devront entrer en compte lors des règlements interalliés. La France n'acceptera pas qu'on ne lui laisse que les charges des réparations.

Le président du Conseil a fort opportunément rappelé que dans les deux années qui ont précédé son arrivée au pouvoir, l'occupation de la Ruhr avait été envisagée et même décidée, en principe, à San Remo, à Spa, à Paris, à Londres, non seulement par M. Millerand, par M. Jaspard, mais par M. Lloyd George et par M. Nitti.

Ceux qui reprochent à la France de ne pas inviter l'Allemagne à une collaboration économique, oublient trop que cette collaboration a été offerte ; le 11 janvier, en entrant dans la Ruhr, les Français et les Belges ne voulaient que contrôler les opérations du Kohlenstatistik, la perception du Kohlensteuer, les droits de douane et l'exploitation des forêts.

Le chancelier Cuno a répondu par une véritable déclaration de guerre. Dès lors nous ne pouvions qu'opposer la volonté des vainqueurs à la volonté des vaincus.

Les Allemands qui ne croyaient pas à notre volonté n'ont pas cru à notre organisation. Tous leurs calculs ont été déjoués. Aujourd'hui 10.000 cheminots français et belges remplacent 15.000 cheminots allemands, font circuler 280 trains qui parcourent 8.000 kilomètres. Nous avons enlevé 7.000 tonnes de matières colorantes d'une valeur de 350 millions. Les enlèvements de charbon et de coke se traduisent par une recette de 95 millions contre 10 millions de dépenses.

Dans ces conditions, comment pourrions-nous renoncer sans folie à l'occupation de la Ruhr ? Ce serait nous ruiner et nous démoraliser à la fois ; ce serait en outre encourager les pangermanistes à tout oser.

Les sénateurs catholiques ont tenu à apporter leur approbation pleine et entière à la politique de M. Poincaré ; M. François Saint-Maur n'a pas cherché à dissimuler l'émotion qui l'étreignait lorsqu'il fit allusion aux dernières déclarations du Saint-Siège.

A toutes les propagandes antifrancaises M. Poincaré, soutenu par l'unanimité du Sénat, a fait la réponse qui convenait et qui sera comprise, de gré ou de force.

Les représailles nécessaires

La situation reste toujours aussi grave dans la Ruhr. Les attentats, qui sont loin d'être le fait d'individus isolés agissant sous le coup d'une exaspération patriotique, mais qui ne sont que des actes commandés par les chefs d'une organisation dépendant directement du gouvernement, se succèdent et il ne faut pas s'attendre à leur cessation tant que la France et la Belgique se borneront aux mesures des représailles actuellement en vigueur.

Contre des procédés qui relèvent non pas de la résistance passive, mais du banditisme, il faut employer des mesures de répression sortant de l'ordinaire. On a le grand tort de traiter les attentats allemands d'actes de sabotage. Le sabotage, c'est la mise hors de service d'une machine, d'un outil, le démontage des pièces essentielles d'une fabrique, la mise hors d'usage d'outils ou la détérioration de matières premières ; mais jeter des bombes sur un train bondé de troupes, essayer de faire sauter une voie ferrée au passage d'un train, poignarder dans le dos des sentinelles, tirer des coups de revolver sur des soldats passant sans méfiance dans la rue, ce n'est pas du sabotage, ce sont des crimes prémédités et qui exigent des châtiments exemplaires.

Ces châtiments sont exercés, nous dira-t-on, puisque les conseils de guerre ont déjà prononcé des condamnations à mort contre des coupables reconnus et que ces condamnations ont été exécutées.

De semblables procédés sont tout à fait insuffisants en ces circonstances. D'une part tous les fonctionnaires prussiens du Reich sont complices ou effectivement ou moralement de tous ces crimes, d'autre part, l'Allemagne ne s'incline que devant la force brutale.

Tant que nous nous bornerons à ne vouloir frapper que les coupables directs, les attentats conti-

nueront parce que les autorités allemandes auront toujours l'espoir de pouvoir soustraire à nos recherches les auteurs commandés de ces crimes.

Ce qu'il faut, c'est employer les procédés que les Allemands ont employés pendant la guerre et qu'ils ont aussi employés en 1871 pendant l'occupation de notre territoire. A chaque crime entraînant la mort d'un de nos soldats français ou belges, répondre par l'arrestation de plusieurs otages pris parmi les plus hauts fonctionnaires ou les notabilités les plus importantes de la région, et leur exécution immédiate ; en même temps lever une contribution énorme en espèces ou en nature (meubles, produits de fabrication, articles de vente), si on refuse de livrer des espèces, sur les habitants.

Après deux ou trois opérations semblables, on verra la fin de ces abominables attentats. Les humanitaires sensibles gémiront et nous reprocheront de faire couler le sang d'individus innocents des crimes commis. Eh bien ! et les victimes de ces crimes, est-ce qu'elles sont innocentes ? Est-ce qu'on s'attendrait sur elles ? Et je ne vois pas pourquoi le monsieur pacifiste qui lit chaque matin en déglutissant son déjeuner, sans que sa digestion en soit troublée : « Nouvelles explosions dans la Ruhr, deux soldats tués », sentirait son estomac se serrer, s'il lisait à la suite d'une pareille dépêche : « quatre hauts fonctionnaires de la ville ont été immédiatement passés... par les armes en manière de représailles ».

Il ne faut pas s'y tromper. L'Allemand nous fait la guerre en pleine paix. Il n'y a qu'à agir envers lui avec des procédés de la guerre, autrement on n'en sortira pas.

*Un ingénieur belge qui a travaillé
trois mois dans la Ruhr.*

Entre la France et la Pologne

« L'Exportateur Français »
ouvre une enquête.

La Chambre de Commerce Franco-Polonaise, présidée par M. Noulens, a saisi le commerce français d'une enquête relative à la convention commerciale qui a été publiée dans le « Journal Officiel » du 20 juin 1922 et elle a demandé à tous les intéressés quelles retouches pouvaient être faites à cette convention.

Nous avons reçu, à l'« Exportateur Français », d'un grand nombre de groupements commerciaux, des protestations assez violentes contre la façon dont la Pologne a compris cet accord.

Voici quel est exactement le résumé des doléances de nos amis commerçants :

Les affaires d'exportation entre la France et la Pologne deviennent impossibles, par suite de l'augmentation constante des taux de l'agio et des droits de consommation intérieure que le gouvernement polonais fait subir aux marchandises françaises.

Le système douanier polonais comporte un tarif de base multiplié par un coefficient dit taux d'agio, destiné à l'origine à tenir compte de la dévalorisation de la devise polonaise. Le tarif de base est appliqué au poids, l'emballage étant payé au même titre que la marchandise. Le traité de commerce intervenu entre la France et la Pologne fait bénéficier les produits d'origine française d'une remise allant jusqu'à 50 % du prix de base pour les vins, cognacs, liqueurs, etc.

Depuis janvier 1923, le gouvernement polonais a inauguré une politique économique nouvelle et révisé un protectionnisme déguisé, mais effectif, qui ressort du tableau ci-après :

Dates	Cours du Mark	Taux d'agio
Août 1922	550	600
Mai 1923	3.250	9.000

Ce taux est appliqué depuis le 20 mai et les douanes polonaises annoncent qu'il va être porté à 12.000 et peut-être à 15.000.

En conséquence, 100 kilos de liqueurs qui auraient payé, en janvier 1923, 250 francs, paient au mois de mai 1923, 830 francs.

De plus, les droits de consommation intérieure suivent la même progression. Tandis, qu'en janvier dernier, ils étaient de 2.500 marks pour 100 degrés d'alcool, ils sont actuellement de 10.000 et vont être incessamment portés à 20.000.

Un envoi de liqueurs pesant 1.617 kilos payait, en janvier 1923, comme droits de douane, 4.042 francs, et en mai 1923, 13.421 francs.

Le même envoi aurait payé, comme droits de consommation intérieure, en janvier 1923, 458 francs, et paie en mai, 1.357 francs.

De telle sorte que l'envoi de liqueurs qui a été fait, il y a quelques mois, aurait payé en janvier 4.500 francs, et en mai, c'est-à-dire quatre mois après, 14.777 francs.

Conclusion: Le résultat atteint est que les exportations de la France sur la Pologne sont complètement arrêtées.

S'il est difficile d'élever une protestation contre ce protectionnisme outrancier, puisque la Pologne est maître d'augmenter systématiquement ses droits, il nous semble que les ministres et députés français, les Chambres de commerce françaises et les journaux qui s'occupent spécialement de l'exportation doivent documenter le gouvernement français et obtenir des conditions plus favorables qu'au dernier traité.

Nous rappellerons à cet égard que le Parlement français a voté une somme de 400 millions de francs-or, qui ont été destinés à l'amélioration financière de la Pologne. Nous savons bien que cet argent était surtout destiné à permettre à la Pologne d'acquiescer du matériel militaire et de se mettre en mesure de résister à l'Armée Rouge, donc, par conséquent, d'assurer en quelque mesure le salut de la France et de l'Europe.

Cependant, puisque cette affaire franco-polonaise doit venir prochainement devant les Chambres à l'occasion du rapport de M. Le Mire, député de l'Eure, il sera bon d'inviter le gouvernement polonais à se montrer plus amical dans ses relations économiques avec nous.

L'une des raisons qui ont été mises en avant par ce gouvernement n'est pas sans valeur. Il prétend que la plupart des droits placés sur les produits français n'est pas l'œuvre du Parlement polonais, mais bien des municipalités qui sont indépendantes du gouvernement et qui établissent leurs octrois comme elles l'entendent.

Cela est parfaitement exact. Mais, tout de même, il est difficile d'admettre que le Parlement polonais n'ait pas une action possible sur les municipalités de son pays, surtout quand les agissements des villes sont de nature à établir une barricade entre les deux pays que tout oblige à demeurer amis.

Nous demanderons à tous ceux des commerçants amis qui seront intéressés par l'enquête de la Chambre de Commerce franco-polonaise, de répondre à cette enquête par la voie de notre journal.

Comme nous l'avons toujours fait pour les questions qui intéressent l'industrie ou le commerce, nous publierons et résumerons ici toutes les réponses intéressantes qui auront été communiquées. Elles seront d'ailleurs adressées à tous les parlementaires qui s'intéressent particulièrement aux questions d'économie extérieure et ainsi la Chambre des Députés se trouvera particulièrement documentée lors des prochains débats.

La démission du Ministre des finances

M. Linde remplace M. Grabski.

M. Grabski a donné sa démission de ministre des Finances, le samedi 30 juin, dans la journée. Dans la lettre qu'il adressa à M. Witos, président du Conseil, il déclare qu'il n'a pas trouvé auprès de la nouvelle majorité tout l'appui qu'il espérait quant à la réali-

sation de son plan. Il a pu constater en même temps un manque d'harmonie entre les membres du cabinet et lui, manque d'harmonie allant si loin qu'il est impossible de continuer sa collaboration.

M. Witos a déclaré à la presse qu'il n'avait pu constater cet état de choses que dans les derniers jours seulement, quand M. Grabski s'était montré hostile aux mesures prises contre les banques autorisées à opérer le change des devises étrangères et qu'il s'était montré également hostile au dernier relèvement du traitement des fonctionnaires.

Le Président de la République a accepté la démission de M. Grabski.

M. Grabski est parti pour Dantzig en compagnie de sa femme.

*
* *

Sur la proposition de M. Witos, le Président de la République a nommé M. Hubert Linde ministre des Finances. M. Linde, actuellement directeur de la Caisse d'Epargne polonaise, a été ministre des Postes et Télégraphes.

M. Linde a siégé le 3 juillet au Conseil des Ministres.

La question de Dantzig devant le Conseil de la Société des Nations

Le « Courrier de Varsovie » croit savoir que le Conseil de la Société des Nations, réuni à Genève depuis le 2 juillet, aura à prendre d'importantes décisions au sujet des relations polono-dantziennes, qui se trouvent actuellement dans une phase particulièrement aiguë. « La situation actuelle, dit ce journal, ne peut pas durer. Elle fait non seulement tort à la Pologne, mais à tous les pays alliés et en général à tous les Etats qui sont en relations commerciales avec elle. On n'a jamais vu une situation plus paradoxale que celle qu'a créée le Sénat de Dantzig par rapport à l'Etat polonais. Le traité de Versailles dit textuellement que Dantzig n'a été créé Ville Libre que pour garantir à la Pologne un libre accès à la mer. Or, la Pologne est traitée, à Dantzig, plus mal qu'elle ne l'eût été dans n'importe quel autre port, même allemand, et le gouvernement de Dantzig ose même prétendre que le traité de Versailles n'est plus du tout applicable sur le territoire de la Ville Libre, puisqu'une convention a été signée à Paris, en 1921, entre la Pologne et les autorités dantziennes. Il va de l'intérêt de toutes les puissances alliées de mettre fin à une interprétation aussi fautive et grossière d'une des clauses les plus essentielles du traité de paix.

« La Société des Nations, conclut le « Courrier de Varsovie », qui doit veiller à l'exécution rigoureuse du traité sur le territoire de la Ville Libre, est un peu responsable de cet état de choses, car c'est son indulgence envers les pangermanistes dantziens qui les incite à violer si ouvertement les dispositions fondamentales du traité de paix. »

La « Gazeta Poranna » remarque, d'autre part, que l'importance de Dantzig pour la Pologne est de celles qui ne sauraient d'aucune manière être négligées. La Pologne ne peut transiger sur les droits que lui garantit le pacte de Versailles, et c'est pourquoi les difficultés qu'elle rencontre pour son accès à la mer doivent être résolues conformément aux stipulations très formelles du traité de paix. Le gouvernement polonais est fermement décidé à défendre ses droits à Dantzig, et c'est dans ce sens que sont rédigées les instructions très précises qu'il vient d'envoyer à la délégation polonaise à Genève.

Les nouvelles directions de la politique commerciale polonaise

Le nouveau ministre polonais du Commerce et de l'Industrie a fait aux représentants de la presse les déclarations suivantes :

« Les recettes devant de toute nécessité être augmentées, nous nous efforcerons d'abord d'accroître le rendement des entreprises exploitées par l'Etat ; dans ce but, nous envisageons la transformation de ces entreprises en entreprises mixtes, c'est-à-dire que nous ouvrons de larges possibilités aux capitaux et à l'initiative privés qui désirent s'intéresser aux

dites entreprises. Mais qu'on ne nous accuse pas de suivre l'exemple russe ! Alors que la Russie expropriait les entreprises privées pour les transformer en entreprises d'Etat, nous, au contraire, nous mitigeons l'étatisme en ouvrant la porte à l'initiative privée.

« Nous prévoyons une série d'autres mesures destinées à augmenter nos ressources ; nous nous proposons ainsi d'interdire l'exportation des matières premières qui peuvent être utilisées dans le pays même ; quant aux produits du sous-sol, nous désirons ne point en empêcher l'exportation. La Pologne doit arriver à un excédent d'exportations, or, pour atteindre ce but, il nous faut intensifier nos exportations. »

Le ministre nous a déclaré encore qu'il était opposé à des taxes fixes d'exportation et qu'il allait demander à la Chambre l'établissement de taxes variables ; les droits prohibitifs ne sont envisagés que dans des cas exceptionnels.

LE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE DU PAPIER EN POLOGNE

L'industrie du papier en Pologne est une de celles qui depuis trois ans marquent les progrès les plus remarquables. La production du papier qui était de 65.000 tonnes en 1913 n'était plus que de 20.000 tonnes en 1920 ; mais en 1921 elle était déjà élevée à 30.000 t. et en 1922 à 45.000 tonnes, elle a donc représenté l'année dernière les deux tiers de celle d'avant-guerre. Cette production est toutefois inférieure à la consommation et ce fait provient surtout des dévastations causées sur le territoire polonais au cours de la grande guerre.

La production de la cellulose subit la même progression que celle du papier. De 30.000 tonnes en 1913, la production était tombée en 1920 à 8.400 t. ; elle est passée à 16.000 en 1921 et à 18.000 en 1922.

Depuis le retour à l'indépendance politique, la consommation du papier en Pologne a pris une énorme extension. Si la production actuelle est encore inférieure aux besoins du pays, il n'est pas douteux que, dans un délai assez bref, la Pologne sera en mesure de reconquérir pour le papier la place qu'elle occupait avant 1914 sur le marché européen. Cette industrie fait du reste partie de celles où s'exerce l'activité nationale, car la Pologne dispose sur place de toutes les matières premières nécessaires à l'installation de grandes papeteries et pour fabriquer le papier-journal en quantités suffisantes non seulement pour sa propre consommation mais aussi pour l'exportation.

L'alliance entre la Pologne et la Roumanie

La « Stampa » apprend de Vienne que l'alliance polono-roumaine proclamée à l'occasion du récent voyage des souverains de Roumanie à Varsovie est basée sur la convention ratifiée le 1^{er} juillet 1921 par la Chambre polonaise.

Dans cette convention, il est dit que, dans le but de conserver la paix obtenue au prix de tant de sacrifices, on étudiera l'obligation d'un appui réciproque entre les deux Etats.

Si l'un, sans motif, vient à être attaqué sur les confins orientaux, l'autre se trouvera automatiquement en état de guerre et donnera son aide armée à l'allié attaqué.

Les deux gouvernements assument l'obligation de s'accorder dans toutes les questions de politique étrangère.

En ce qui concerne le voisin oriental, une convention militaire déterminera les modalités de l'aide par les armes.

La durée de la convention est fixée à cinq ans ; un des Etats participants ne pourra pas conclure une autre alliance sans en donner préalablement avis à l'autre.

Le pétrole polonais

Les actions pétrolières polonaises cotées à notre Bourse ont monté, tandis que baissaient les titres des sociétés extrayant le naphte dans d'autres régions. Cette constatation justifie notre étude qu'elle a d'ailleurs provoquée.

On connaît fort mal ici cette industrie polonaise du pétrole dans laquelle cependant la France a investi près d'un milliard de francs, s'assurant ainsi une influence prépondérante que la convention franco-polonaise, ratifiée par les Chambres en mai dernier, a pratiquement reconnue et fortifiée pour notre plus grand avantage.

Nous rappellerons donc brièvement que la zone pétrolifère polonaise (sud de la Pologne et Galicie), d'environ 8.000 hectares, donne un pétrole de bonne qualité soutenant la comparaison avec les produits américains, mexicains ou russes, et assure une production qui a permis de la classer au sixième rang. Les bassins les plus connus sont ceux de Dobrobycz, Tastanowice, Boryslaw, et l'attention se porte actuellement sur la région Drobomyl-Oustcheki. Le pétrole polonais a des débouchés faciles en Europe Centrale et en Scandinavie : l'outillage est puissant, entièrement moderne, les raffineries représentent une capacité de traitement très supérieure aux besoins actuels. Sans doute la production a fléchi depuis 1914, mais il faut tenir compte et de la guerre et des difficultés multiples qui ont entravé la reconstitution d'une industrie très éprouvée dans un pays agité politiquement, manquant de capitaux, etc...

Actuellement, des sociétés riches, puissantes, multiplient les forages et sans aller jusqu'à accepter les prévisions peut-être trop optimistes fournies par quelques-uns, on admettra qu'un vigoureux redressement peut être attendu d'un pays où la superficie exploitée jusqu'à ce jour ne représente que 11 à 12 % de l'étendue prospectée.

Quoi qu'il en soit, les principales sociétés françaises exploitantes ont obtenu, en 1922, des résultats bénéficiaires copieux et en sérieux progrès sur 1921 :

	1921	1922
Dabrowa.....	172.673	11.832.825
Wankowa.....	748.272	2.120.272
Potok.....	457.981	1.407.151
Française des Karpathes.		1.050.442
Silva Plana.....	8.422.955	11.483.293
Pétroles Premier.....	2.632.258	5.090.381

Le groupe Dabrowa surtout, on le voit (Dabrowa, Wankowa, Potok et Karpathes), est en pleine forme avec des bénéfices qui triplent, quand ce n'est pas plus, d'une année à l'autre. Ils permettent à Wankowa et Potok de porter leur dividende de 25 à 50 francs et à Karpathes de distribuer 22 fr. 50. Dabrowa, dont le solde distribuable atteint 12.051.461 francs, ne donne rien, mais... donnera. A ce propos, mentionnons que le bilan tout à fait remarquable de cette société n'attribue aux participations détenues dans les sociétés contrôlées que le quart de leur valeur. On ne saurait être plus modeste.

Ajoutons que le groupe Dabrowa a bien encaissé sept millions de francs que le gouvernement autrichien lui devait et qu'il est fort possible qu'il touche dans l'année une autre somme de cinq millions au même titre si la liquidation des biens séquestrés le permet.

Ces résultats, les informations recueillies au sujet de l'exercice en cours auraient, semble-t-il, motivé de meilleures cotations. La situation générale du marché, la défaveur dont souffre actuellement le compartiment pétrolifère, ne l'ont pas permis. C'est, en tous cas, un groupe à suivre le jour où la Bourse reviendra aux pétroles et elle y reviendra.

(L'Eclair.)

Chronique Financière

NOTES ÉCONOMIQUES POLOGNE

La production charbonnière de la Haute-Silésie polonaise en mai.

La production s'est montée à 1.745.377 tonnes pour 23 journées de travail, contre 1.911.069 tonnes pour 24 journées en avril. La moyenne journalière s'établit à 75.886 tonnes (avril : 79.628). Sur cette quantité, 585.433 tonnes sont restées en Silésie polonaise ; 352.724 tonnes sont allées dans le reste de la Pologne ; 192.431 tonnes ont été expédiées en Silésie allemande ; 394.391 tonnes dans les autres régions allemandes ; 19.122 tonnes en Tchécoslovaquie.

Le stock au 31 mai était de 343.812 tonnes.

Mines et Usines à zinc de Silésie,

Cette société allemande a été transformée en so-

ciété polonaise en 1922, à la suite du partage de la Haute-Silésie. Le siège social a été transféré de Beuthen à Kattowitz.

Les comptes de l'exercice 1922, présentés à l'assemblée du 29 mai, font ressortir un bénéfice net de 558.045.274 marks. Le dividende est fixé à 254,5 %, soit 763 marks 50 pour les actions de 300 marks et 3.054 marks pour celles de 1.200 marks.

Les nouveaux règlements concernant les transactions en devises.

Avant leur entrée en vigueur, nous croyons devoir publier les principaux règlements relatifs aux transactions en devises, conformément à la circulaire qui vient d'être adressée aux banques par M. Stankiewicz, délégué général du ministère des Finances pour le contrôle des devises.

Les banques de devises et les courtiers en devises gardent, comme jusqu'à présent, le droit de l'achat des devises étrangères en espèces et en chèques, mais au cours du jour précédent, sous la rubrique « offert ». Les banques n'ont pas l'obligation de demander les documents d'origine des devises étrangères et des chèques qu'elles veulent acheter. Les banques de devises peuvent également garder chez elles provisoirement les devises achetées en vue de satisfaire les demandes de leurs clients, demandes agréées par la commission des devises, par contre les courtiers en devises sont tenus à céder, dans le courant de 24 heures, les devises dont il se sont rendus acquéreurs, à la Caisse Polonaise Territoriale des Prêts ou à une des banques de devises.

Par ordre du ministre des Finances a été créée une commission des devises qui siégera chaque jour à la Caisse Polonaise Territoriale des Prêts, à partir de une heure de l'après-midi.

Les demandes pour la livraison des devises doivent être présentées par les banques chaque jour jusqu'à midi, dans le local de la Caisse Polonaise Territoriale des Prêts. Ces demandes doivent être munies de pièces authentiques motivant leur validité. En même temps les banques doivent présenter à la commission des devises le relevé de la situation exacte de leurs réserves en devises et la commission chargée de se prononcer en dernier ressort prendra en considération, dans sa réponse, l'état de réserves de la banque.

Selon la décision de la commission des devises, doivent lui être également présentées les demandes pour l'achat des devises des personnes se rendant à l'étranger ainsi que pour le transfert de fonds à des personnes résidant à l'étranger.

Pour la vente des devises étrangères, les banques de devises doivent appliquer le cours du jour précédent sous la rubrique « demandé », en y ajoutant 1 % de commission. Le minimum de commission est fixé à 10.000 marks. La vente des devises étrangères entre les banques est interdite.

Les banques de devises sont autorisées à échanger les devises étrangères d'un pays contre celles d'un autre, ceci sans autorisation de la commission des devises, en tant que cet échange est justifié par la demande du client et que cette dernière a été agréée par la commission des devises.

La vente du mark polonais à l'étranger est autorisée uniquement sur approbation préalable de la commission des devises.

L'achat des devises étrangères offertes par les correspondants étrangers peut être effectué sans restriction, sous condition que ces devises seront restituées à la Caisse Polonaise Territoriale des Prêts, à la séance la plus rapprochée de la Bourse. L'échange des chèques contre les devises en espèce et vice versa ainsi que l'achat partiel des devises est autorisé en ce qui touche les banques de devises, sans restriction.

Les banques de devises peuvent avoir des comptes dans les banques étrangères, sans restriction, et les courtiers en devises uniquement sur approbation du délégué général du ministère des Finances.

Les banques non autorisées aux transactions spéciales seront tenues à clôturer leurs comptes dans les banques étrangères pas plus tard qu'au 30 juillet courant.

Les versements effectués par les clients et les firmes résidant dans le pays, au compte des correspondants de la banque, résidant à l'étranger ou à Dantzig, seront soumis à l'autorisation de la commission des devises, à laquelle devront être présentées les pièces authentiques motivant ces transactions.

Les revirements d'un compte étranger à un autre compte étranger et les paiements sur ces comptes peuvent être effectués sans restriction.

Le relèvement du tarif ferroviaire.

A partir du 1^{er} juillet, le ministère des Transports a relevé de 66 % le tarif pour le transport des voyageurs et de 50 % le tarif pour le transport des bagages. Dans son communiqué, le ministère des Transports motive l'adoption de cette mesure par l'accroissement du coût de la vie et fait observer que, bien que, à partir du 1^{er} mars courant la cherté de vie ait augmenté de 160 %, le tarif ferroviaire n'a pas suivi cette progression générale.

Les assemblées générales.

Nous apprenons que l'assemblée générale des actionnaires de la Banque de Crédit a été ajournée au 12 juillet.

Le droit de douane des films étrangers.

En vertu d'un accord établi entre le ministère des Finances et le ministère de l'Intérieur, « seul l'office douanier de Varsovie » sera autorisé, à partir du 1^{er} août, au dédouanement des films étrangers devant être démontrés en Pologne. Les films dédouanés à partir de cette date dans tout autre office douanier ne seront pas acceptés à la censure de Varsovie et par cela même ne pourront faire l'objet d'exploitation en Pologne.

L'accroissement du coût de la vie à Dantzig.

Selon les informations de notre correspondant de Dantzig, l'accroissement du coût de la vie, pour la dernière quinzaine du mois de juin, a été fixé à 88,7 %. On croit généralement que le coefficient du relèvement du coût de la vie à Dantzig pour le mois dernier atteindra 150 %.

L'industrie du sucre en Pologne.

En comparaison de l'année 1921-22, la campagne de l'année 1922-23 enregistre une augmentation de 3 % du nombre des raffineries, de 37,2 % de la superficie des plantations de betteraves, de 83,1 % de l'augmentation de la récolte des betteraves et enfin une augmentation de 74,2 % a été prévue pour la production du sucre de la dernière campagne.

L'interdiction de l'exportation du cuir.

Nous relevons, dans le dernier « Monitor Polski », dans la rubrique des produits interdits à l'exportation, les articles suivants : le cuir brut de bœuf, cheval, veau et mouton, ainsi que les déchets de ces cuirs. Sont de même interdites à l'exportation les peaux de lièvre et de lapin non travaillées.

Le revenu des impôts augmente.

Selon les données provisoires qui nous sont communiquées par le ministère des Finances, les frais de timbre et les impôts sur le chiffre d'affaires ont fourni, au mois de mai dernier, 33 milliards 599 millions contre 27.769 millions versés dans le courant du mois d'avril. Ainsi l'augmentation du revenu des impôts atteint 35,6 %, cependant que la dévalorisation de la monnaie, dans le courant de ce mois, n'a pas dépassé 6,3 %.

Les revenus des douanes et monopoles.

Selon les données provisoires, les revenus des douanes, dans le courant du mois de mai, ont atteint 45.085 millions cependant que, le mois précédent, ce revenu n'avait fourni que 22.273 millions.

Les monopoles de l'Etat ont rapporté au Trésor, dans le courant du mois de mai, 45.899 millions, cependant que, au mois d'avril, les monopoles n'avaient fourni que 13.360 millions.

Viens danser...

A l'une cigale.

Viens danser, ô ma brune,
Sur la lande, le soir,
Danser au clair de lune
Avec ton fol espoir.

Viens, au chant des sirènes,
Viens danser sur la mer...
Vers des rives lointaines,
Suis l'onde aux reflets verts.

Viens danser sur la vie
Où t'appelle l'Amour...
Au bras de la Folie,
Viens danser à ton tour...

139^e tirage d'un million

du 30 juin 1923

Numéro gagnant : 3.777.274

Hold Marszałkowi i mowa Naczelnika i Wodza

Państwo i armia pozbawione są służby urzędowej Józefa Piłsudskiego. Przed licznym gronem tych, którzy mu wczoraj hold składali, Pierwszy Marszałek Polski, już jako swobodny obywatel, dał wyraz tej goryczy, jaką przepełniły go doświadczenia, w tej służbie przeżyte.

Wstrząsające wrażenie wywarła ta potężna i mocą swego wyrazu mowa Naczelnika Zmartwychwstającej Polski i Zwycięskiego Wodza Naczelnego Odrodzonej Armii Narodowej. Tętniła ona wielkością i szlachetnością ducha, — gromiła nie poczuciem krzywdy osobistej ale poczuciem ciężkiej zniewagi, wyrządzonej Ojczyźnie przez nędzę moralną, która plamiła honor narodu, aby wreszcie w nim się rozepnąć i rozpać.

Doniosłość momentu historycznego, jakim był wieczór wczoraj, jest niezwykła. Targnąć on winien sumieniami i przebudzić żywe siły narodu z biernej ośpałości, z jaką ogół patrzy bezradnie na tragiczny nawrót ku przepaści, ku której pcha odrodzone państwo atawizm najsmutniejszych tradycji naszej przeszłości.

Marszałka Piłsudskiego proszono wczoraj, aby na czele tych żywych sił narodu stanął pomimo prawa do odpoczynku, za którym tęskni. Miejmy nadzieję, że wielkie jego serce prosił tym, mimo wszystko czego doznał, nie będzie w stanie odmówić.

Z powodu wycofania się Marszałka Piłsudskiego z życia oficjalnego i wejścia do życia «wolnem powietrzem», jak się sam wyraził w swym przemówieniu, przyjaciele i towarzysze pracy Józefa Piłsudskiego wydali wczoraj bankiet, który się odbył w sali malinowej hotelu «Bristol».

Zebrało się przeszło dwieście osób, reprezentantów świata naukowego, artystycznego, politycznego i prasy. Byli więc m. in. obecni profesorowie Kochanowski, Kostanecki, Konopacki, J. Lewiński, L. Krzywicki, Handelsman, Michałowicz, Łyskowski, Łukasiewicz, Mazurkiewicz i Czubalski; artyści Wittig, St. Ostrowski, Daniłowski, Strug i Lechoń; posłowie i senatorowie B. Limanowski, Wysłouch, Moraczewski, Barlicki, Thugutt, Śmiarowski, Poniatowski, J. Dąbski, Wyrzykowski, Anusz, Miedziński, Polakiewicz, Chądzyński, Waszkiewicz i in.; b. premierzy i ministrowie Ponikowski, Kucharzewski, Supiński, Al. Skrzyński, Makowski, dr. Chodźko, Tołłoczko, Mikułowski, Pomorski, Bukowiecki i A. Śliwiński; nadto wymienimy obecnych tam: dyr. Kętrzyńskiego, komisarza Anusza, Bieczkowicza, dyr. Libickiego, St. Stępowskiego, gen. Babiańskiego, Cara oraz szereg przedstawicieli prasy stołecznej i prowincjonalnej.

O godzinie 9-ej wieczorem Marszałek Piłsudski zajął miejsce przy stole, przybranym kwiatami. Po prawej stronie zasiadł prezes Bukowiecki i Artur Śliwiński, po lewej stronie senator Limanowski i poseł J. Dąbski. Naprzeciw zajęli miejsce poseł Anusz, wicemarszałek Moraczewski, b. min. A. Skrzyński i prezes Libicki.

Pierwszy, jako gospodarz bankietu przemówił poseł Anusz, oddając cześć zasługom Piłsudskiego.

Drugi z kolei zabrał głos red. Kołakowski, mówiąc o stosunku emigracji polskiej w Ameryce do walk o niepodległość i o oddźwięku, jaki tam znalazł czyn Józefa Piłsudskiego.

Zasługi w pracy nad wydobywaniem ducha narodu z niewoli podniósł następnie p. Moraczewski, zastrzegając się, że nikt tu nie przyszedł żegnać komendanta. Słowa te były pokryte hucznymi oklaskami.

Prof. Michałowicz przedstawiał w pięknych obrazach życie Piłsudskiego od jego lat najmłodszych.

Ostatni zabrał głos senator Limanowski, kreśląc przeznaczenie narodów po przez walki o wolność, i braterstwo. Tak jak Francja, reprezentantka świata romańskiego, reprezentuje w rozwoju ludzkości wolność, a Niemcy i Anglia w świecie germańskim równość, tak Polska znów z pośród narodów słowiańskich powołana jest do urzeczywistnienia idei braterstwa, «i w dziele tym Józef Piłsudski ma swoją niezatartą kartę», zakończył ze wzruszeniem sędziwy bojownik o wolność i niepodległość.

Zabrał następnie głos Marszałek Piłsudski.

Mowa Marszałka Piłsudskiego

Szanowni Panowie.

W przemówieniach, które słyszałem brzmiały nuty, których nie chcę poruszać, nuty tej natury, od której się już odzwyczaiłem. W przeciągu pięciu lat prawie spędziłem czas na pracy, przy której swobodnym nigdy nie byłem, swobodny być nie mogłem, gdyż urząd który w Polsce pełniłem nakładał mi zawsze na usta pieczęć milczenia. Byłem bowiem reprezentantem, a źle spełnia reprezentant swoją rolę, gdy tylko pamięta o sobie, a nie pamięta o innych, nie pamięta o tych, których reprezentować jest obowiązany. Dzięki temu musiałem żyć w otoczeniu najrozmaitszych potwornych baśni, najrozmaitszych legend, najrozmaitszych śmiesznych nieraz opowiadań, które mnie się tyczyły, które ze mnie wyrastały a tak dalekie były od tego rzeczywistego skromnego człowieka, który tu przed Wami stoi. I jeśli dziś, w dniu w którym jak sobie mówię, staję się obywatelem wolnego i łatwego dla siebie powietrza, to w tej chwili chcę serdecznie podziękować inicjatorom dzisiejszego bankietu, że w tej pierwszej, dziewiczej, że tak powiem swobodnej mowie, mogę swobodnie niektóre zdania powiedzieć, które przedtem by wyglądały jak zdania nieodpowiednie w ustach człowieka, pełniącego urząd reprezentacyjny.

Szanowni Panowie. Pomimo woli biegnie się do przeszłości mając w swym wspomnieniu 5 lat życia, 5 lat życia przeżytego w takim wirze wypadków, w takim chaosie zdarzeń, w takim przewrocie dotychczasowych ludzi i rzeczy, w takim dziwnym życiu. Szuka się w «zamierzchłej» przeszłości początków tego okresu, okresu, gdy Polska powstawać zaczęła. I wobec tego że to jest tak znacznie oddalone, że można mówić o rzeczach prawie jak o historii, i że jestem człowiekiem, który historię lubi, który nad historją się zastanawiał i który w niej nieraz szukał rozwiązania zagadnień teraźniejszości i wskazówek dla przyszłości, więc w tej pierwszej mojej mowie zatrzymam się na tych 5 latach, jak na historii. A że historia tak jakoś działała, że w przyszłym skorowidzu historyka, który o tych latach pisać będzie imię moje będzie powtarzane i cały szereg cyfr i cyferek oznaczać będzie stronic, na których imię moje jest wspomniane, przypuszczam, że mogę zaspokoić swój egoizm zupełnie naturalny i o sobie z okresu tych 5 lat parę słów powiedzieć.

Moi Panowie. W listopadzie 1919 r. stał się wypadek bynajmniej nie historyczny, ale taki sobie zwykły. Mianowicie z dworca Wiedeńskiego, jak się to zawsze ze wszystkimi teraz dzieje, przeszedł przez ulicę Marszałkowską i t. d. na ul. Moniuszki człowiek, którego będziemy nazywali Józefem Piłsudskim. Szedł w tym mundurze, w jakim obecnie mnie Panowie widziecie. Wracał co prawda z niezupełnie zwykłej podróży, wracał z Magdeburga. Wracali też w tym czasie z tych czy innych obozów dla internowanych i inni. I w tem też nie ma niczego niezwykłego, w tem też nie ma niczego historycznego. Historia zaczyna się później, historia niezwykła, nad którą nieraz się zastanawiałem w ciągu tych 5 lat i szukałem odpowiedzi na pytania, które, przypuszczam przyszłych historyków będą męczyły jeszcze bardziej wobec tego, że nie bęła mieli naocznych świadków tych zdarzeń. Stała się rzecz niesłychana. Mianowicie w przeciągu kilku dni, bez żadnych ze strony tego człowieka starań, bez żadnego z jego strony gwałtu, bez żadnego podkupu, bez żadnych koncesji czy to leśnych, czy jakichkolwiek innych, bez żadnych wogóle i jakichkolwiek «legalnych», że tak powiem rzeczy, stał się fakt najzupełniej niezwykły. Człowiek ten stał się dyktatorem. Wtedy kiedy się przygotowywałem do dzisiejszego przemówienia, zastanawiałem się nad tem określeniem: «dyktator». Nie chcę użyć jakiegoś wyszukanego słowa, nie chcę szukać dla siebie jakiejś specjalnej nazwy, szukam tylko jako historyk, określenia zjawiska, którego inaczej nazwać nie można. Bo człowiek ten wydawał werdykty, powszechnie słuchane, człowiek ten wydawał rozkazy słuchane biernie z chęcią czy z niechęcią, ale które były wykonywane, człowiek ten mianował urzędników wojskowych i cywilnych. Czy on robił źle, czy dobrze ja w tej chwili tego nie dotykam, idzie mi o sam fakt, o fakt ścisły, o fakt historyczny. Inaczej tego określić nie mogę, jak tylko mianem dyktatora. Bo wszystko wtedy zależało od jego dobrej woli, od jego decyzji,

od jego złej czy dobrej kalkulacji. Biernie czy czynnie, chętnie czy niechętnie, miliony mu ulegały, miliony jego jednego wyniosły w górę, miliony ludzi zdobyły się na akt dziwaczny, na akt niezrozumiały dla zwykłej analizy, aby tak niezwykłą władzę dać temu człowiekowi bez żadnych z jego strony starań, bez żadnych z jego strony gwałtów lub narzucania. Dziś gdy tyle jest praw i prawidełek, gdy tyle jest ograniczeń i zakazów, gdy Panowie Posłowie tak produkcyjnie pracują — rzecz ta wygląda tak niezwykle, że godna jest zatrzymania uwagi. Jestem przekonany, że i przyszły historyk nad tem właśnie będzie musiał się zatrzymać. Dlaczego, po co i na co i z jakiej racji? Dlaczego ten a nie inny? Skąd i co za przyczyna? Skąd te dziwne zjawisko, które nagle w Polsce zaistniało?

Moi Panowie. Analizując potroszę to zjawisko, nie sięgając głębiej, biorąc rzecz po ludzku, biorąc rzecz tak zwykle, jak się szklanek wody wypija, jak się myśli, jak się decyduje, nie mogę nie powiedzieć, że gdyby ten osobnik nie był nikomu absolutnie znany, gdyby nagle ni stąd ni zowąd był wziętym, to ten fakt nie byłby możliwy. Czemu należy to, moi Panowie przypisać, gdzie szukać tej przyczyny, że temu człowiekowi, znanemu potem w skorowidzu historycznym jako Józef Piłsudski, oddano tę władzę? Dlaczego jemu w sposób tak sprzeczny z rozumem, rozsądkiem, logiką teraźniejszą władzę oddano? Skąd ten dyktator Polski, nie narzucający swojej władzy żadnym gwałtem, żadną pracą agitacyjną, nie robiący sobie popularności za pomocą takich czy innych wystąpień? Skąd to zjawisko? I gdy szukałem dla siebie wyjaśnienia zawsze znajdowałem tylko jedno: nie w tych obrazach, które mi przyjemność sprawiały osobiście, a które mi mój przyjaciel dr. Michałowicz wywołał, lecz w czemś innym. Za jedną rzecz ten człowiek był winny, za jedną rzecz niezwykłość jego mogła być uznana, za jedną rzecz, powtarzam, mógł on mieć prawo moralne do zjęcia tego stanowiska, za to, moi Panowie, że nosił ten mundur, za to że był Komendantem Pierwszej Brygady (oklaski). Jedyną wartością, którą ludzie wówczas mieli, jedyną moralną rzeczą, która ludzi do posłuszeństwa zmuszała, jedyną moralną siłą, która miliony ludzi wręce mu oddawała, był fakt, że był on Komendantem Pierwszej Brygady i wracał z Magdeburga.

Szanowni Panowie! Jeśli użyję tu wyrażenia dyktator, to dlatego, że przypuszczam, że nawet niektóre z jego edyktów i dekretów jeszcze teraz działają, jeszcze teraz moc prawną mają, jeszcze teraz są ludzie, którzy muszą ulegać edyktom przez niego wydanym i podpisanym jego nazwiskiem. (Pan Bukowiecki: Tak jest). Bardzo mnie to cieszy. I mógł on tworzyć złe czy dobre rządy, wyznaczać oficerów, urzędników, przerzucać ich z miejsca na miejsce, pewnych ludzi na śmierć posyłać, dawać rozporządzenia mądre lub nie — to jest obojętne, faktem jest, że był władcą absolutnym nowotworzącego się państwa Polskiego. Faktem też jest, że dzięki temu nieprzymuszonemu zjawisku, dokonanemu bez żadnego gwałtu i bez żadnego przewrotu imię tego człowieka zostało wysunięte w górę. Nowa Polska dała słusznie czy niesłusznie przy swoim pierwszym kroku symbol swój w postaci człowieka ubranego w szary dość opszarpany mundur, zaplamiony w więzieniu magdeburskim.

Moi Panowie! Pozwólcie iż nad tym faktem, dość ważnym, uwagę waszą zatrzymam. Jest on faktem ścisłym, jest on faktem historycznym, i pomimo iż należy do bardzo zamierzchłej przeszłości to jednak oczy wasze ten fakt widziały, jednak świadkami jego byliście i bez względu na to jak tam w tej czy innej redakcji, w tym czy innym gabinecie, w tej czy innej rozmowie do tego faktu odnoszono się, to jednak fakt był faktem. Zastanawiałem się trochę nad nim, jako nad zjawiskiem moralnym. Znając historję dyktatur wszelkiego rodzaju i z operetki i nie z operetki, z dramatu i tragedji całej ludzkości, zastanawiałem się nad tem, jak się dyktatury tworzyły zwykle drogi — tu dwie: jedna gwałtu i narzucenia swojej władzy — te wypadki w historii narodów są częste — druga swobodnego wyboru ludzi, którzy w chwili ciężkiej, gdy najbardziej potrzeba woli indywidualnej, gdy umysły są zatrwożone, szukają jednego człowieka, żeby jemu los swój w ręce oddać. Tu nie było ani jednego, ani drugiego wypadku. Nie było ani wyboru,

POLSKI BANK we FRANCJI.

Warszawski Bank Zjednoczony

Kapitał akcyjny miliard marek polskich.

Dyrekcja Centralna: Marszałkowska 129 w Warszawie. — 3 Oddziały miejskie. — Oddział w Łodzi: 77, ul. Piotrkowska.

KORESPONDENCJA NA CAŁYM TERYTORJUM RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ.

Oddział w Londynie: 11/12 Blomfield Street, Finsbury Circus, E. C. 2.

Oddział w Gdańsku: Hundegasse 27/28.

::

ODDZIAŁ w PARYŻU

::

Banque de l'Union de Varsovie

4, rue Edouard VII. Paris (9).

Telefony: Louvre 31-10 i 33-74.

Pocztowe konto czekowe: Paris — Nr. 572-60.

Adres telegraficzny: Warunion. Paris.

Bank stawia sobie za zadanie popieranie rodzinnego przemysłu i handlu i zacieśnienie stosunków ekonomicznych z Europą.

Bank przyjmuje wkładki oszczędnościowe za najwyższym oprocentowaniem.

OTWIERA RACHUNKI CZEKOWE.

Dział Handlowy wykonuje wszelkie tranzakcje bankowe, dotyczące handlu i przemysłu — eksportu i importu.

Racjonalnie zorganizowana akcja przekazowa między Polską i Francją.

Szybka i tania przesyłka pieniędzy do Polski we frankach lub markach po najlepszym kursie giełdowym.

BANK WYPŁACA PIENIĄDZE W POLSCE BEZ ŻADNYCH POTRĄCAŃ.

Listy i polecenia należy pisać po polsku i adresować: Banque de l'Union de Varsovie, 4 rue Edouard VII. Paris (9).

zdradza kraj w czasie wojny, umawia się z nieprzyjacielem! Naczelnny Wódz, prowadzący wojnę, jest zdrajcą. Gdzież na niego kara! Czy jest próba usunięcia go? Czy jest próba pociągnięcia go do odpowiedzialności? Czy jest próba zrobienia go odpowiedzialnym za te niebываłe zbrodnie? Niema.

Idzie tylko o plucie, idzie tylko o kał wewnętrzny, którego pełna musiała być dusza, jeżeli na te rzeczy się zdobyła. Idzie o jakieś niesłychanie obrzydłe zjawisko duszy ludzkiej, która w ten sposób postąpić może. Potworny karzeł wyległy z bagien rodzinnych. Bity po pysku przez każdego z zaborców, sprzedawany z rąk do rąk, płatny. Oto ci, którzy chcą obniżyć do swego poziomu to, co zostało wzniesione wysoko.

Moi panowie, powtarzam, nie znam, gdy nad ubiegłymi latami się zastanawiam, nie znam zjawiska-bardziej stałego, bardziej metodycznie prowadzonego jak to dotykane rodzinnych stosunków przed którymi każdy człowiek się zatrzymuje, jak to dotykane moich przyjaciół, mojego otoczenia, każdego nieledwie człowieka, który się do mnie zbliżył brudnymi rękoma, brudną duszą, brudnymi słowami i brudnym, stęchłym powietrzem.

Nie znam, moi panowie, zjawiska bardziej stałego, gdy przebiegam swoją historję za ubiegłe lata...

Miałem przyjaciół, którzy się zmęczeni i odeszli, miałem współpracowników z którymi źle czy dobrze współpracowałem, którzy także w ten czy inny sposób odemnie odchodzili. Ale to paskudztwo duszy, które do mnie przylepiano, było tak nieodłączne, tak systematyczne, że gdy myślę o przeszłości zawsze się oglądam, czy ubranie moje jeszcze nie cuchnie. A plucie to chrzczone wysokimi słowami, wysokimi hasłami. Była to praca tak zw. narodowa, praca t. zw. patriotyczna! Nie jest to tragizmem — dla mnie. Rzeczy takie rzadko się zdarzały na świecie, gdyż są one potworne, niemoralne, dzikie i wstrętne. Wylegać się takie zjawiska mogą tylko w bagnie niewoli, przez które narody przechodzą.

Na rzucone mi tu przez p. Anusza pytanie, który nie żegnając się ani witając z niepokojem pyta, dlaczego ten nieodłączny pracownik Państwa Polskiego, którego niegdyś na wysokie regjony wzniesiono, ozdobiony tak wielkim imieniem i zaszczytami, dlaczego on opuszcza swoje stanowisko — odpowiem wprost: «Szanuję swoją historję, szanuję ją dla siebie, szanuję ją dla dzieci. Szanuję ją dla przyszłych historyków, którzyby także w twarz mi pluli, gdybym razem z potwornymi karłami, którzy mnie obniżyć chcieli—pracował». Decyzja moja była bezpowrotna. Karły próbowały w ostatnim czasie zmienić swoje grymasy na uśmiech szczęścia z powodu spotkania mnie w tym czy innym miejscu.

Zastanawiałem się, moi panowie, nad swymi czynami, nad wartością mej pracy, nad tem co zrobiłem i czegom nie zrobił. Nie będę mówił i nie będę sobie przypisywał większych zasług, niż te, które mi świat przypisuje. Jeżeli mówią o mnie, że z narodem polskim rady sobie nie dałem — to przecież żadna kry-

tyka, żadna śmiałość nie sięgnie po moje laury woj-skowe. Okryłem chwałą oręż polski. Dałem w pierwszych dniach życia polskiego zwycięstwa tak błyskotliwe, tak nieznane, tak gdzieś w zamierzchłej przeszłości słyszane, że dotąd tą sławą pierś żołnierska się koi. Doprowadziłem do zwycięstwa nad nieprzyjacielem, przed którym inni drżeli. Dlatego też zwróciłem się natychmiast, po złożeniu urzędu najwyższego, do pracy wojskowej. Zdolności, temperament, doświadczenie nabyte — dawały mi łatwość pracy, więcej, dawały mi łatwiejsze powietrze. Moi Panowie, pracę tę opuściłem, opuściłem ją zupełnie. Wniosłem dymisję i prośbę o zwolnienie z wojska. Dlaczego? Obowiązek żołnierza jest trudny. We Francji armję nazywa się grande muette — wielkim niemową. Wojsko milczeć musi i nieraz panowie swobodnie używający języka, nie wiecie, jak ciężko nieraz bywa oficerowi i żołnierzowi w kraju, gdzie tak swobodnie języki w buziach się płaczą, być tylko niemym świadkiem tego, co się dzieje, ścisnąć w sobie serca, myśl pracującą, aby się nazewnątr nie wydobyła, zamknąć siebie. Ostrożnie panowie, z tym instrumentem, ostrożnie specjalnie z językami. Żołnierze należą do kasty obywateli bez praw, wtedy, kiedy wy pełnoprawni jesteście. Wszedłem do wojska, dając swą pracę — teraz opuszczam szeregi. Dlaczego?

W tej samej chwili, gdy Belweder, miejsce zaszczytu, miejsce honoru Polski opuściłem, wszedł tam inny człowiek, wybrany legalnie aktem uroczystym podpisanym przez Marsz. Sejm. Oddałem mu władzę zgodnie z Konstytucją. Na moje miejsce przyszedł dla reprezentacji narodu całego, i wszedł na tę ścieżkę, którą ja potrosze przetorowałem — człowiek inny. Nie rozważam jego zalet ani wad, nie omawiam jego wartości. Człowiek ten jak ja został wyniesiony ponad innych, dobrowolnym aktem włożono na niego obowiązek; że ma być naszym przedstawicielem, ma w pieczy mieć nasz honor, naszą godność. Ta szajka, ta banda, która czeptała się mego honoru, tu zechciała szukać krwi. Prezydent nasz zamordowany został po burdach ulicznych, obniżających wartość pracy reprezentacyjnej, przez tych samych ludzi, którzy ongiś w stosunku do pierwszego reprezentanta, wolnym aktem wybranego, tyle brudu, tyle potwornej, niskiej nienawiści wykazali. Teraz spełnili zbrodnię. Mord karany przez prawo.

Moi panowie, jestem żołnierzem. Żołnierz powołany bywa do ciężkich obowiązków, nieraz sprzecznych ze swoim sumieniem, ze swoją myślą, z drogiemi uczuciami. Gdy sobie pomyślał na chwilę, że ja tych panów, jako żołnierz bronić będę — zawahałem się w swoim sumieniu. A gdy się raz zawahał zdecydowałem, że żołnierzem być nie mogę. Podałem się do dymisji z wojska. To są, moi panowie, przyczyny i motywy, dla których służbę państwową opuszczam.

Na zakończenie, pozwólcie mi panowie zrobić małą symbolistykę. Długi czas pracowałem w gmachu na placu Saskim, gdzie przechadzając się po wielkim gabinecie rzucałem raz po raz okiem na ciemne, szare

widoki Warszawy. I zawsze widziałem jakieś dziwne rzeczy, szarą plachtę, otaczającą jakąś dziwną postać. Naprzód szedł koń. Koń idący ku słońcu, przerywający parkan, za nim na czworakach pełznąca postać ludzka. Ten widok nieraz mnie śmieszył. Ten widok bawił mnie swoją oryginalną konstrukcją rzeźbiarską. Gdzież tu jest myśl, gdzież tu jest idea, gdzie tu jest praca wielkiego artysty? Wielkie konisko, przerywające parkan, za nim z głową schowaną jakby ze wstydu na czworakach człowiek. To był nasz Naczelnny Wódz w przeszłości. Wrócił do kraju, szukał serca szukał tego, czego dawno nie widział. Naczelnny Wódz Wojsk Polskich, bo takim by Książę Józef Poniatowski. Gdzież ten piękny ułan, gdzież jest ta postać wyśpięwana, wymalowana. Gdzie ona jest? Oddano mu hold i sztandary przed nim powiewały, brzmiały armaty, jak nieraz w bitwach. Stał i patrzy. «Gdzie są moi następcy? Gdzie w wolnej Polsce Naczelnny Wódzowie? Gdzie są moi Koledzy? Ja zginąłem ongiś w błocie. Błoto przykryło mi oczy, błoto zasłoniło wzrok. Gdzie są oni? Na mnie pierwszego padł zaszczyt być Wodzem Naczelnym Polski. Ja huśce stawiałem, ja je rzucałem w bój. Na pomniku moim są słowa: Honor i Ojczyzna». Szukasz honoru? Znajdziesz twego następcę także w błocie, w błocie rodzinnym! Błotem został napojony. Taki jest los Naczelnnych Wodów Polski bez honoru Polski, której serce drgać nie umie. Panowie, ten symbol Naczelnnych Wodów Polski z konieczności ginących w błocie, jest historją Polski dotychczasowej. Gdy patrzę na ten pomnik — mówię: «I ja idę do błota». Szanowni panowie, tym symbolem chciał, bym Was pożegnać.

Gdzieindziej, w stosunku do reprezentantów państwa, nawet gdy są nieuczciwi, ukrywa się to, czyni się wysiłki, by na reprezentancie plamy nie było, by błyszczał jak tarcza.

Gdzieindziej Wódz Naczelnny, który zwyciężył jest czczony, spotykają go honory i zaszczyty, bo przecież on państwo wyratował, przecież on ocalał od nieszczęścia wszystkich. U nas inaczej — Wódz ma iść w błoto i tylko, gdy dostatecznie błota się napije, ma być godnym Polski. Proszę panów, przywołując wam na pamięć te rzeczy, streszczając historję pięciu lat ubiegłych, nie chcę wcale wywołać efektu tragizmu. Chcę tylko stwierdzić, że to błoto jest i że ma ono powagę i znaczenie w Polsce. Chciałem stwierdzić, że jeżeli Polska w pierwszym okresie zdobyła się na naprawę Rzeczypospolitej, to potem powoli od naprawy do starych narowów powrót się zaczyna, i że, panowie, wielkich wysiłków pracy trzeba, aby Polskę znowu na drogę naprawy wpechnąć. Nie oskarżam nikogo, nie jestem ani prokuratorem ani sędzią śledczym — szukam jedynie prawdy. Co do siebie, panowie, prosząc o pamięć proszę zarazem o wielki odpoczynek, bym mógł łatwym powietrzem odetchnąć, bym mógł być takim wolnym i swobodnym, jak panowie, tak wesółm, jak byli moi koledzy z Pierwszej Brygady, którzy mi największe zaszczyty swą pracą dali.

**

Mowa Marszałka przyjęta została entuzjastycznymi owacjami. Uczestnicy bankietu skupieni dookoła Marszałka, rozmawiającego z wesołym ożywieniem, spędzili jeszcze przemiłą godzinę w serdecznym zetknięciu z najznakomitszym z rodaków.

DZIAŁ LITERACKI.

Nasze pogadanki

Co robotnik o polskiej poezji robotniczej wiedzieć powinien?

(Ciąg dalszy.)

Już przeszło pół wieku temu wprowadzić mieliśmy wielkiego piewę ludowego Walta Whitmana¹⁾, ale poezja jego, chociaż nie zamarła, choć wiecznie nowa była i odrodzona, stanowiła przecie zjawisko bądź co bądź odosobnione. Potężne zaś akordy ludowe pieśni ludowych (pieśni przy pracy żniwarskiej, kołysanki i t. d.) całkowicie wsiąkły w twórczość mieszczańską, która z dzieł bezwzględnie ludowych uczyniła tło, motyw do swojej kultury.

Twórczość czysto robotnicza, fabryk, warsztatów pracy, wolna i niezależna od wpływów wyświechtanej kultury mieszczańskiej powstaje dopiero na początku 20-go wieku, kiedy to po raz pierwszy przeobraziła się w żywiołową potęgę, że tak powiemy organizacji.

Padają nowe hasła, ukute z zawieruchy wojennej, nad którą lud nie przechodzi do porządku dziennego: Dalej z posad, bryło świata, nowymi cię pehniemy to-ry! Precz ze zmurszałym ustrojem zabagnionego świata! Chcemy życia nowego, jutra nowego! Precz z obrzydłym dniem wczorajszym! Niech żyje nasze Jutro — Jutro Ludu, Jutro pracy!

Hasła te zaiste kryły w sobie zapowiedź dla dnia wczorajszego groźną. Wnet w umyśle ludu, w jego ekspansji przyszłości i nowego życia dojrzewa jasna i przejrzysta świadomość swojej mocy, kruszącej pęta narzuconych jego psychice nawet doktryn. Zrywa się bunt przeciwko dogmatom, w które kazano mu wierzyć. Lud polski zdaje sobie sprawę o co walczył, za co krew swoją przelewał, za co w kazamatkach swoich oprawców gnął — wie co to jest wolność i niepodległość, ale wie też za jaką cenę ją okupywał i okupuje. W tej to świadomości powstaje jaskrawy podział dwóch z sobą sprzecznych, w każdym calu się zwalczających Polak: jest Polska przywilejów, dobrze opłacających miłość ku niej i — Polska Ludu, Polska Pracy!

Z tej to świadomości socjalnej, z tego nieogarnionego kultu dla Nowej Polski, z miłości dla pracy, z akordów walki o wolność i o byt wyrasta nowa polska poezja robotnicza. (Dokończenie nastąpi.)

¹⁾ Patrz dział literacki «Polonii» z dnia 23 czerwca.

ISKRY

— Amundsen, słynny podróżnik norweski, wyruszy wkrótce aeroplanem na biegun północny.

— Polski pisarz i uczonec Józef Tretjak wydał dzieło, w którym dowodzi niezbicie, że przypisywane Kościuszcze słowa «Finis Poloniae»¹⁾ są pochodzenia niemieckiego i że mylnie one uchodziły za twierdzenie

bohatera narodowego Polski. To odkrycie uczonego polskiego jest tem bardziej ważne, że sławetne Finis Poloniae mające mówić o zrezygnowaniu Kościuszki w przyszłość Polski, było stale wyszukiwane w propagandzie antypolskiej.

— Pewien uczonec angielski wykazuje, że z obserwacji gwiazd przewidzieć można trzęsienie ziemi.

— Nijaki Grek w Chicago nosi następujące nazwisko: Papatheodoroveokumondzurtromuloalakopulos. Jest to chyba najdłuższe nazwisko na świecie.

— Z Niemiec donoszą o dalszych sukcesach znakomitej polskiej tancerki, niezrównanej odtwórczyni tańców klasycznych Angèle Enigma. Występy jej były wspaniałym pochodem tryumfalnym artystki a świetną zarazem manifestacją dla sztuki polskiej.

— Znany cykl obrazów Grotgera «Wojna» przeszedł na własność zbiorów miejskich w Lwowie.

— W Warszawie założone zostało towarzystwo polsko-hiszpańskie, którego celem jest kulturalne zbliżenie obu krajów.

— «Ojeze nasz», znakomite dzieło polskiego filozofa Augusta Cieszkowskiego, przełożone zostało na język włoski przez A. Palmieri'ego.

— Mussolini, obecny premier włoski, wydał swoje pamiątniki. Pamiątniki tego byłego socjalisty, redaktora skrajnie lewicowego «Avanti», późniejszego redaktora ultra reakcyjnego «Popolo d'Italia», a wreszcie wodza faszystów i dyktatora Włoch — stanowić będą ciekawy dokument historyczny. (m.)

¹⁾ Koniec Polski.

BAJKI

Autor niniejszych bajek Antoni Gorecki, którego twórczość przypada na początek ubiegłego stulecia, jest bardzo utalentowanym pisarzem. Za młodu należał do słynnego Towarzystwa Szubrawców. Brał udział w powstaniu 1831 r., a po jego upadku przeniósł się do Paryża, gdzie pozostawał w bliskich stosunkach z Adamem Mickiewiczem. Syn jego Tadeusz Gorecki ożenił się z córką Wieszcza.

Umarł w 1867 r. Paryżu, zostawiając bogatą spuściznę literacką, w której na wyróżnienie zasługują jego bajki.

**

ZERA.

Był przed zera jeden postawiony,
Ztąd się zrobiły miliony;
Lecz dumne zera nie mogły się zgodzić,
By miał im jeden przewodzić.

«My staniemy na czele, alboż nas mało»,
Rzekły zera. Stanęły. Cóż się z niemi stało?
Co były milionami, dziś są niczem zera.
Szanujcież, kiedy macie, ludy, bohatera.

ŚMIERĆ I STARUSZEK.

Nióśł zimą na targ drzewka staruszek ubogi,
Pękł powróż, rozbiegły się drzewka w pośród drogi.

«Ah! przyjdź, śmierci, zawołał, wołałbym umierać.
Przyszła: Co chcesz? mu rzecze. — «Pomóż drzewka zbierać».

JERZY MIKLISZAŃSKI.

Noe w Wenecji

(Dokończenie.)

Tanara tryumfuje. Ja też tak myślałam! — Ale Pan jest poetą! — z nieklamana radością wykrzyknęła. Ale pan nic nie mówi? Niech mi Pan coś powie po polsku, coś z waszych poetów. Sili się na wymienie nie nazwiska, brzmieniem podobnego do Sienkiewicza.

Cytuję jednak Staffa i Kasprowicza.

Gdy skończyłem, echa się odezwały od jej pełnych zachwyty okłasków. Zawsze kochać będzie, zapewnia, piękną mowę polską. Prosiłem ją, by śpiewała pieśni gruzińskie. Mocarnie falowały urywane, monotonicznie — melancholijne pieśni. Brzmiały coraz goręcej, namiętniej, zlewały się z bezbarwną wonią księżycowej nocy na Adriatyku. Biło z dźwięków tych westchnienie cierpienia i tęsknoty — tak po swojemu, nieznaną nutą wypowiedziane. Pełnią czarownej zmysłowości, oduurzającym aromatem morza tętnęła ta muzyka. Słuchałem, słuchałem jeszcze i wtedy, gdy już dawno śpiewać przestała.

Co to była za chwila! — Chwila, w której nie masz nic za sobą, nie przed sobą. To, co jest — całością doskonale zamkniętą. Jedna chwila — wszystko. Więcej nic.

Szalone iskrzyły się w gwiazdy wpatrzone oczy gruzinki.

— Ty piękna gruzinka...

Pierwszy raz w życiu poczułem taką potęgę wzroku, który z pod rzes Tanary na mnie legł. Takie spojrzenia mogą być tylko w takich chwilach.

Perlistą gamą mieniły się w nim spokój kontemplacyjny, drgnienia trwogi i smutku.

Tanara była córką pułkownika gruzińskiego, który po wybuchu rewolucji stanął po stronie tej ostatniej. Został zabity w bitwie z dawnym wojskiem rządowym. W tej samej bitwie zginęła i jej matka, sanitariuszka. Tanara ma teraz tylko brata, którego bardzo kocha. Od roku mieszkają we Florencji. Chodzą często w Apeniny.

Łzy spływały po jej bladych licach. Pęki promieni złotych, seledynowych refleksiem niezwykłych barw się odbijały o orbity jej czarnych, bezdennych oczu. Z tymi czarnymi, bezdennymi, cudnymi oczami zwały się w pocałunku usta moje. Tanara w dreszczach się do mnie tuliła.

Przysłowia polskie

I.

— Krakowski trzewik, poznańska panna, przemyskie piwo, gdańska gorzalka, toruński piernik.

— Francuz z Mokotowa lub Francuz z Kołomyi.

Ma zastosowanie do ludzi, pomiatających językiem rodzinnym, a przekładających francuski. Przysłowie to pochodzi stąd, że w wieku 18 ks. Lubomirska zaczęła obsadzać swój dwór w Mokotowie Francuzami.

— Zbierać się w podróż do Krakowa.

Mówi się o kobietach, spodziewających się połogu.

— Potrzebny jak djabeł w Częstochowie. Znaczy: wcale niepotrzebny.

— Spuścić do Kiszyniowa.

Znaczy: schować do kieszeni.

— Był w Łowiczu.

Czyli: Umie kraść.

— Podobny jak Wersal do Białegostoku.

Znaczy tyle, co podobny jak pięść do nosa.

Kasztelan Branicki wybudował sobie okazały zamek w Białymstoku i kazał go nazwać Wersalem polskim. Zarozumiałe porównanie z pałacem królów francuskich wywołało to przysłowie.

— Ożenił się równy z równą,

Pan Zamojski z Batorówną,

Pan Kurowski z Downarówną.

— A Pan Tyzenhaus niech będzie zdrów.

Gdy St. August przejeżdżał przez Szawle, zbliżył się do niego jakiś żyd ze skargą na podskarbiego Tyzenhauza.

Zauważywszy jednak Tyzenhauza przy karcie króla, cofnął się.

Zachęcony przez króla do opowiedzenia mu swojej sprawy żyd odpowiedział: «Wół ma długi język, a milczy, a pan Tyzenhaus niech będzie zdrów».

Przysłowia tego używa się, gdy nie chcemy komuś wszystkiego w oczy powiedzieć.

— Przyczepił się jak Kosaczyński do żyda.

— Kosaczyński był podobno dygnitarzem policyjnym uciążliwym dla synów narodu wybranego. (g.)

Kącik humorystyczny

(Podслуchał, zebrał i ułożył Chochlik.)

W klasie.

Nauczyciel: Powiedz mi, Stachu, jakie stworzenie ma najwięcej zębów?

Uczeń: Dentysta, proszę psora!

Wśród uczonych.

— A wie pan, że jestem w posiadaniu niezbitych dowodów, że w starożytnej Pompei istniał telegraf.

— Hm... jakich dowodów?

— W czasie ostatnich wykopalisk znalazłem tam druty.

— No, a wie pan, że w starożytnej Kartaginie był już telegraf bez drutu? W jej wykopaliskach bowiem myśmy drutu nie znaleźli.

Kierownik literacki: Jerzy Mikliszański.

KRONIKA

◆ Zmiany personalne w Konsulacie Polskim w Paryżu.

Ze względów oszczędnościowych obecny rząd polski postanowił przeprowadzić pewne zmiany i redukcje na rządowych placówkach poza granicami Państwa.

W dniu 1 lipca b. r. odwołano ze stanowiska Konsula Generalnego Rzeczypospolitej Polski w Paryżu, p. Chelmskiego, który piastował ten urząd od lat 3. W czasie od 1 lipca do 1 listopada 1922 r. sprawował urząd radcy dla spraw emigracyjnych przy Legacji Polskiej. Jego owocna i sumienna praca zjednała mu szczerą sympatię Kolonii Polskiej w Paryżu i Wychodźstwa polskiego we Francji. To też z niekłamnym żalem żegnaliśmy tak zasłużonego pracownika.

P. Chelmski wyjechał do Warszawy. Chodzą — narazie nieświerdzone pogłoski, że p. Chelmski ma objąć stanowisko Konsula Generalnego w Moskwie.

Na miejsce p. Chelmskiego mianował Rząd Polski p. Jerzego Lasockiego, jako Konsula Rzeczypospolitej Polski I-iej klasy. P. Konsul Lasocki bawi w Paryżu od dnia 14 lipca 1919 r. P. Lasocki, od niedawna sprawujący urząd konsula, już dał dowody swojej energii i chęci pracy. N. p. dowiedzieliśmy się, że konsulat Rzeczypospolitej Austriackiej niespodziewanie podniósł dla obywateli polskich opłatę za wizę tranzytową (przejazd) z dotychczasowych 8 fr. 50 cent. na 200 fr. (od 1 osoby). P. Konsul Lasocki, dowiedziawszy się o fakcie, wniósł protest do Ministerstwa Spraw Zagranicznych. Rozporządzenie kons. austr., o ileby się utrzymało w mocy, dotknęłoby bardzo ciężko w pierwszym rzędzie polskie Wychodźstwo Zarobkowe. Jednak energia, z jaką p. Konsul Lasocki wystąpił, pozwala mieć niepionną nadzieję, że rozporządzenie to będzie odwołane.

Jak z powyższego widzimy, praca p. Kons. Lasockiego zapowiada się w stosunku do Wychodźstwa naszego b. dobrze.

Redakcja *Polonii* ze swojej strony zasyła p. Kons. Lasockiemu wyrazy najszczerzejszych życzeń w kontynuowaniu pożytecznej nad wyraz pracy.

(k)

◆ Poszukiwane.

Poszukuje się p. Katarzynę Feichman, która wyjechała do Polski 7 października 1922 r. Osoby, któreby cokolwiek wiedziały o miejscu pobytu zaginionej, raczą donieść stroskanemu mężowi pod adresem: Carnelle, St. Martin de Tertre, Seine et Oise.

Pp. Stanisław Kurezoba i Marjanna Kurała raczą podać swe adresy: Stefan Kurzawa, ferme de Solaire, chez Jules Frot, Grisy Suisne, Seine et Marne.

OFIARY

Na Inwalidów w Polsce.

Złożyli w administracji *Polonii*:

Pan Józef Szymczak, elektrotechnik z Allex 10 fr.
Z ogłoszonymi poprzednio razem 761 fr.

139 Ciągnięcie Miljonówki
z dnia 30 czerwca 1923 r.

z koła wyszedł numer

3.777.274

Porady Prawne

Chcąc przyjść z pomocą naszym rodakom, rozrzuconym po Francji, Polonia postarała się o stałego Adwokata, którego celem jest udzielanie porad prawnych, zarówno jak prowadzenie wszelkich spraw, wymagających pomocy prawnej. We wszystkich sprawach takich, jak: Formowanie Towarzystw Akcyjnych, Sprawy: handlowe, cywilne, kryminalne, administracyjne, rozwodowe i ślubne, Sprzedaż Majątków, Opracowanie Statutów, Wypadki etc. zgłaszać się należy do *Polonii*, która każdą zgłoszoną sprawę przekaże swemu adwokatowi, względnie skieruje doń bezpośrednio zgłaszającego się. Dla niezamożnych porady bezpłatne. Władze francuskie uznają *Certificat de Coutume nieodzowny do zawarcia małżeństwa wystawiony przez naszego adwokata. Adwokat przyjmuje u siebie we wtorki i piątki od 2-4 popoł.*

Kowal, Polak lat 26, egzaminowany, z siedmioletnią praktyką, obeznany z wszelkimi maszynami rolniczymi, kuciem koni i prowadzeniem młocarni parowej, poszukuje odpowiedniej posady. Zgłoszenia uprasza się kierować do administracji «*Polonii*» pod nr. 222.

Fornala, umiającego obsługiwać maszyny rolnicze oraz **PAROBKA**, umiającego doć krowy, poszukuje się. — Ludzie energiczni, trzeźwi i przestrzegający czystości, posiadający dobre świadectwa, mogą się zgłaszać natychmiast. — Warunki: 300 franków miesięcznie dla poszczególnego wraz z wiktem i mieszkaniem. Zgłoszenia uprasza się nadsyłać pod adresem: Monsieur Paul Horrie, propriétaire, ferme de Acacias, Mesnil-Saint-Nicaise, par Nesle (Somme).

Profesor gimnazjalny udziela lekcji francuskiego, niemieckiego, łaciny i greki. — — — — —
Uprasza się zwracać pod adresem:
Stanko, 11, rue Descartes, chambre 55. Paris (Ve).

Nauczyciel (Polak), młody, inteligentny, kwalifikowany, (wład. nieco język. franc.), poszukuje na czas wakacji pobytu najchętniej w inteligentnym domu francuskim lub polskim. Zajmie się wzamian za to dziećmi. Wyjedzie też, jako opiekun, z kolonją letnią dla dzieci, mając pod tym względem szeroką praktykę. — Łask. Państwa, chcących urozmaicić jemu czas wakacyjny, proszą się o łask. zgłoszenie do *Polonii* pod «*Nauczyciel*».

Przyjeżdżnym Rodakom Administracja «*POLONII*» udziela bezinteresownie wskazówek i informacji we wszystkich kwestjach i sprawach bankowych, przemysłowych, handlowych i konsularnych. Można zgłaszać się codziennie między godziną 5 a 6 popołudniu.

Dr Medycyny

Franciszek Brabander

b. ekstern szpitali m. Paryża
przyjmuje rano od 11 do 12 i po poł. od 3 do 6
**CHOROBY WEWNĘTRZNE, SKÓRNE
I WENERYCZNE**
Ceny Specjalne dla Robotników
21, Boulevard de Port-Royal I piętro na lewo.
(métro Vavin)
Uwaga. 21 nie 21 bis.

Wielka Klinika Franko-Polska

d-rów medycyny: J. Cammasa, profesora kliniki i jego asystenta, d-ra fakultetu paryskiego i warszawskiego.

CHOROBY: PŁUC, SERCA, ŻOŁĄDKA, KRAŻENIE KRWI, CHOROBY KOBIECIE I NERWOWE ORAZ CHOROBY SKÓRNE I WENERYCZNE.

Przyjęcia codziennie od godz. 2 do godz. 7 wiecz.
W niedziele od godz. 9 do godz. 12 w południe.

10, rue Château d'Eau, Paris, I piętro.

przy placu Republiki (Plac de République) w pobliżu dworców: Gare du Nord i Gare de l'Est.

Métro: République lub Lancry.

IMPRIMERIE LEVÉ

71, rue de Rennes. — Tél.: Saxe 93-45

Wykonuje wszelkie druki polskie.
Cyrkularze. Karty ogłoszeniowe.
Broszury. Formularze. Zaproszenia.
Książki, etc. etc.

Na żądanie, przeprowadza sama korektę polską

Największa Polska

FABRYKA MEBLI ARTYSTYCZNYCH
we wszystkich stylach

Wielki wybór na składzie

A. Małachowski

45 i 47 rue de Reuilly, Paryż XII,
métro Reuilly.

Compagnie Générale Transatlantique

PARIS — 6, RUE AUBER

LINJA POCZTOWA Z HAVRU DO NOWEGO-YORKU

Szybkie parostatki

dla podróżujących Iej, IIej i IIIej klasy.

Wyjazd z Havru co sobota.

Pociągi specjalne z Paryża do Havru.

Bliszych informacji udziela Biuro

6, Rue Aubert, PARIS.

Chargeurs Reunis et Sud-Atlantique

3, Boulevard Malesherbes, Paryż.

Odjazd regularny do Argentyny

Brazylii i Urugwaju z Havru,

:: z La Pallice i z Bordeaux. ::

Urządzenia specjalne dla pasażerów 3-iej, 2-iej i 1-iej klasy.

Po wszystkie objaśnienia zwracać się do

Biura podróży 3, B-rd Malesherbes. — — — Paris. — — —

Sprzedaż hurtowa i detaliczna

produktów spożywczych z Polski

Jako to: Kasza gryczana, Krakowska, Owsiana gruba i drobna, Krupy perłowe, Grzyby suszone i wszelkie przetwory mączne

poleca po cenach przystępnych:

Produits Alimentaires, 6 rue de l'Ave Maria. Paris IV.

Przy zmianie adresu prosimy nadsyłać markami pocztowymi 75 centimów na druk nowych opasek.

Le Gérant: P. NEVEU.

Nowa Klinika Centralna - Nouvelle Clinique Centrale 32, rue Faidherbe, LILLE.

Doktor specjalista z Paryża

CHOROBY: ORGANÓW PŁCIOWYCH SKÓRNE WADY KRWI
Zwrócić się czy Rzeżączka, Egzema, 606 i 914,
pisać po polsku Kropla poranna, Wrzody, Plamy krwiste,
do Clinique Centrale Włóknienka, Świerzb, Anemja (bladaczka)
32 rue Faidherbe Gruczoły, Krosty, Osłabienie,
Lille. Mówią po polsku. Zwężenia. Wysypka. Analizy: Krwi,
Ropy, Uryny.
Przyjmuje się: codziennie i w niedzielę (z wyjątkiem piątku) od godz. 8-iej rano do 7-iej wieczór.
W Lens, 24, rue de Lille, w poniedziałki od godz. 1 do 6 wiecz. i w piątki od godz. 9 do 3 pp.
W Bethune, 11, rue Legillon, w poniedziałki od godz. 8 do 12 i w piątki od godz. 2 do 6 pp.